

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 6 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PURFER

RD 147 Quartier de la Gare
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : UID4243-DSSP-026-001
Code AIOT : 0006105117

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 décembre 2025 dans l'établissement PURFER implanté 9 rue de l'Eparre 42000 Saint-Étienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- 9 RUE DE L'EPARRE 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006105117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, précédemment exploité par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT, a été repris par la société PURFER en 2022. Une déclaration de changement d'exploitant a été réalisée.

Les activités exercées sont la récupération, le tri et le traitement des déchets de métaux. Le site est également agréé pour la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (VHU). Il est autorisé par arrêté préfectoral du 06/01/1982 modifié par l'arrêté complémentaire du 01/08/2019 actualisant le tableau des installations classées.

L'arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit,

regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), est également applicable.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Traçabilité des déchets - Bordereau de suivi des déchets dangereux	Code de l'environnement du 18/12/2025, article R. 541-45	Demande d'action corrective	3 mois
4	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	Demande d'action corrective	6 mois
5	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	Demande d'action corrective	12 mois
6	Émissions sonores	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2	Sans objet
3	État des stocks	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	Sans objet
7	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Sans objet
8	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site fait l'objet d'un suivi rigoureux en matière de gestion des stocks.

Des améliorations sont à apporter s'agissant de la traçabilité des déchets dangereux (rupture de traçabilité dans Trackdéchets). L'exploitant doit obtenir une autorisation pour pouvoir effectuer une rupture de traçabilité.

Les eaux usées et pluviales ne font pas l'objet d'une collecte séparée. L'exploitant a indiqué après l'inspection prendre contact avec la régie d'assainissement de Saint-Étienne Métropole pour procéder au raccordement des eaux usées sur le réseau unitaire collectif.

Les analyses d'eaux pluviales sont à compléter pour intégrer l'ensemble des paramètres visés par l'arrêté ministériel du 06/06/2018 applicable à l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : contenu des registres déchets mentionnés à l'article R. 541-43 du Code de l'environnement
Constats : L'ensemble des entrées et sorties de déchets fait l'objet d'un enregistrement par l'intermédiaire d'un logiciel dédié interne au groupe Purfer (SYSCOM). Ce logiciel permet de générer les registres réglementaires. L'exploitant est invité à s'assurer que l'ensemble des items requis par l'arrêté du 31/05/2021 relatif au contenu des registres figure bien dans le document. Le n° de BSD en cas d'entrée ou sortie de déchets dangereux ne semble pas être saisi dans le logiciel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traçabilité des déchets - Bordereau de suivi des déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2025, article R. 541-45
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets " Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...]
Constats : Les expéditions de déchets dangereux sont accompagnées de l'établissement d'un bordereau de suivi des déchets dangereux dans l'application Trackdéchets. La consultation des données enregistrées dans l'application montre que : <ul style="list-style-type: none">les déchets dangereux entrants réceptionnés sur le site font l'objet d'une rupture de traçabilité. L'exploitant coche en effet la case "autorisation par arrêté préfectoral de rupture de traçabilité". Or l'exploitant ne dispose pas d'une telle autorisation. Il indique néanmoins que dans son fonctionnement, c'est effectivement une rupture de traçabilité qui est opérée car après regroupement il n'est plus possible de connaître l'origine du déchet. Les déchets dangereux regroupés et en transit sur le site sont uniquement des déchets de batterie.

- au niveau des expéditions, il est constaté des bordereaux au statut "en attente de réception" depuis plusieurs mois. Ces bordereaux n'ont pas été visés par l'installation de destination. L'exploitant doit s'assurer que les déchets qu'il expédie sont bien réceptionnés et traités dans les filières adaptées.
Il est également constaté des bordereaux au statut "suivi via PNTTD" pour des expéditions à destination de l'Espagne. Le transfert transfrontalier de déchet est organisé à partir des sites Purfer de Perpignan ou Marignane. L'exploitant indique que ces sites disposent des documents de notification relatifs à ces expéditions.
Dans la majorité des cas néanmoins, il n'est pas possible de connaître la destination finale des déchets car ils sont également réceptionnés sur le site destinataire avec rupture de traçabilité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est possible via Trackdéchets d'établir des bordereaux de regroupement permettant de conserver la traçabilité du déchet, notamment en l'absence d'autorisation de rupture de traçabilité.
À défaut, l'exploitant est invité à présenter une demande en vue d'obtenir une telle autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

[...]

En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

[...]

Constats :

La comptabilité des stocks est effectuée de façon quotidienne par le logiciel SYSCOM. Les entrées et sorties de déchets viennent automatiquement incrémenter le tonnage présent sur site par catégorie de déchets.
Le bilan annuel n'a pas été demandé lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Eau superficielle
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan du réseau de collecte a été mis à jour suite à la reprise du site par Purfer. Les eaux pluviales ruisselant sur la plateforme sont collectées et rejetées au réseau unitaire communal (1 seul point de rejet). Le plan fait apparaître les regards, avaloirs et les dispositifs de pré-traitement. Deux séparateurs d'hydrocarbures sont présents sur le réseau de collecte et permettent le traitement des eaux pluviales avant rejet. Les eaux usées sont raccordées sur le réseau d'eaux pluviales du site et passent par le séparateur d'hydrocarbures "final". Celles-ci doivent être déconnectées et raccordées directement sur le réseau unitaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Séparer les eaux usées des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Eau superficielle
Prescription contrôlée : Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.

1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)	
Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l

2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)			
	N° CAS	Code SANDRE	
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr ⁶⁺ : 50µg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15 mg/l
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l
Cyanures libres	57-12-5	1084	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115	
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	205-99-2 / 207-08-9	-	
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 / 193-39-5	-	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106	1 mg/l

Constats :

La surveillance du rejet d'eaux pluviales est réalisée à la fréquence annuelle. La dernière analyse date du 24/09/2025.

Il apparaît que l'ensemble des paramètres visés par l'arrêté ministériel n'a pas été analysé : il manque le Fluor, l'indice phénols, les cyanures libres, les HAP et les AOX.

Ces paramètres sont à ajouter à la prochaine campagne d'analyses, sauf si l'exploitant peut justifier que ces polluants ne sont pas susceptibles d'être émis.

Les valeurs limites d'émissions (VLE) pour les paramètres analysés sont respectées. Cependant, concernant :

- l'arsenic : la VLE est fixée à 25 µg/l alors que la limite de quantification du laboratoire est 50 µg/l ;
- le plomb : la VLE est de 100 µg/l si le flux est supérieur à 5 g/j. Ce flux n'est pas calculé alors que la concentration mesurée est de 169 µg/l.

Dans ces 2 cas, il n'est pas possible de conclure quant au respect de la VLE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Intégrer les paramètres manquants à la prochaine analyse.

Procéder au calcul du flux si une VLE associée à un flux est dépassée afin de vérifier la condition d'applicabilité de la VLE.

Choisir un laboratoire d'analyses disposant des limites de quantification adaptées aux VLE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieur à 45 dB (A)	dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport de mesurage des émissions sonores réalisé en octobre 2023 montre une non-conformité en limite de propriété de site côté voirie. Une nouvelle mesure est prévue en 2026. La persistance de non-conformité devra conduire l'exploitant à mener des investigations sur la cause des dépassements et à mettre en œuvre des actions correctives pour rétablir la conformité des émissions sonores.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mettre en œuvre les actions correctives nécessaires à la conformité des émissions sonores du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : Plan de défense contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une

<p>description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones d'entreposage tampon, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.
<p>Constats :</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie établi par l'exploitant a été parcouru. L'ensemble des items requis est présent. Certaines informations ne concernent cependant pas le site : il est indiqué des détecteurs de flamme et caméras thermiques comme moyens de détection alors que le site n'en dispose pas. Il s'agit d'une information générique non pertinente pour le site. S'agissant des eaux d'extinction en cas d'incendie, elles peuvent être retenues sur le site par la fermeture d'une vanne d'isolement manuelle située en amont séparateur d'hydrocarbures "général". Un affichage à proximité du regard où se situe la vanne détaille les étapes à réaliser pour procéder à cette fermeture. Les eaux peuvent être contenues dans le réseau de collecte et en surface sur le site. Le volume nécessaire n'a cependant pas été calculé. Ce plan de défense n'a pas été transmis au SDIS mais est mis à disposition à l'entrée du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre le plan de défense incendie au SDIS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Entreposage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
<p>Constats :</p> <p>Les zones d'entreposage des moteurs et des copeaux d'usinage sont déconnectées du réseau de collecte des eaux pluviales. Un caniveau de collecte dédié à l'arrière des casiers de stockage</p>

permet de récupérer les huiles et de les diriger vers une cuve enterrée. Un signal visuel se déclenche lorsque la cuve est pleine et doit être vidangée.

Ces zones ne sont pas couvertes, ce qui implique un remplissage rapide des cuves.

La consultation des données enregistrées sous Trackdéchets ne montre cependant qu'une seule évacuation correspondant à ce type de déchets en 2025 pour une quantité que 8,72 tonnes, ce qui semble peu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Procéder à la couverture de ces zones de stockage pour limiter le remplissage des cuves par l'eau de pluie.

Type de suites proposées : Sans suite